

Questions orales

données ainsi que des règlements que nous devrions adopter en cette période de révolution technologique.

Pour assurer l'avenir de notre vibrante nation au cours du XXI^e siècle, il nous faut, en matière de communications, une politique raisonnable, souple et moderne qui puisse bénéficier à tous les Canadiens de toutes les régions du pays.

* * *

LA PROCÉDURE CRIMINELLE

ON EXHORTE LE GOUVERNEMENT À MODIFIER LA LOI SUR L'EXTRADITION

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur le Président, l'exaspération que cause aux Canadiens l'affaire Charles Ng n'est rien à côté de la douleur qu'endurent les familles de ses prétendues victimes, forcées qu'elles sont de revivre sans cesse le cauchemar de la mort d'êtres chers. Quelques-unes de ces familles américaines sont parmi nous aujourd'hui.

Comme le fugitif pourrait comparaître encore sept fois devant les tribunaux, il devient de plus en plus difficile aux autorités étrangères de bien rendre la justice. Lorsqu'on permet à des fugitifs comme Charles Ng de rester au Canada, le temps passe et les témoins meurent ou déménagent, ce qui rend les condamnations de plus en plus difficiles à obtenir. Le Canada veut-il vraiment se rendre complice d'un éventuel déni de justice? Sommes-nous en train de faire du Canada un refuge pour les meurtriers américains qui essaient d'échapper à la justice de leur pays?

J'exhorte le gouvernement du Canada à modifier le plus tôt possible la Loi sur l'extradition et à appuyer, s'il le juge à propos, mon projet de loi privé C-209.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'INCIDENCE DES COMPRESSIONS SUR L'ÉCONOMIE DE L'OUEST

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, c'est au premier ministre que je m'adresse. Les conservateurs commencent à bloquer les régions de notre pays.

Au cours des dernières vingt-quatre heures, nous avons appris que le gouvernement, non satisfait de ravager l'économie des provinces de l'Atlantique, se met maintenant à ravager celle des provinces de l'Ouest. Nous avons appris que le gouvernement fédéral avait décidé de ne pas utiliser le port de Churchill, au Manitoba, pour acheminer les grains. Nous avons appris en outre

qu'il est en train de sabrer les accords de développement forestier d'une valeur de 420 millions de dollars. Ce matin, nous avons appris qu'il réduisait de 55 millions de dollars par an les crédits affectés au Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest.

Comment le premier ministre pourrait-il justifier ces initiatives qui risquent toutes de ruiner les provinces de l'Ouest?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Au cours de la période de cinq années entre 1979 et 1984, monsieur le Président, le gouvernement précédent avait investi en moyenne 160 millions de dollars par an dans le développement régional des provinces de l'Ouest. Au cours de la période de cinq années depuis 1984, le gouvernement actuel a porté la moyenne de ses investissements en ce domaine à 196 millions de dollars par an. Au cours des cinq prochaines années, il portera cette moyenne à 363 millions de dollars par an, soit une augmentation de 85 p. 100. Voilà pourquoi le développement régional dans les provinces de l'Ouest est si fort.

LES COUPES SOMBRES IMPOSÉES À L'ÉCONOMIE DE L'OUEST

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, coupe dans les crédits affectés au Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest. Coupe dans les accords de développement régional. Coupe dans les accords d'exploitation forestière. Fermeture de ports. Fermeture de bases militaires. Coupe dans les crédits de VIA Rail. Augmentation du tarif-marchandises. Coupe dans l'assurance-récolte. Retard à payer l'allocation-sécheresse. Coupe dans les crédits à la modernisation des tronçons ferroviaires secondaires. Imposition d'une nouvelle taxe à la valeur ajoutée sur les produits entrant dans la production des denrées agricoles. Coupe dans les programmes céréaliers spéciaux. Coupe dans les paiements anticipés pour l'entreposage des grains. Fermeture des bureaux de poste ruraux. Baisse du prix initial des récoltes.

Les Conservateurs ont adopté une politique de la terre brûlée à l'égard des provinces de l'Ouest.

Le premier ministre pourrait-il me dire pourquoi, en agissant ainsi, il force les jeunes Canadiens à quitter les terres de l'Ouest du Canada? Pourquoi les force-t-il ainsi à abandonner les localités de l'Ouest?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les Canadiens de l'Ouest qui ont eu à subir le parti libéral et sa politique énergétique nationale qui ont ruiné l'économie de l'Ouest du Canada seront renversés d'entendre de telles questions.

J'ai écouté la longue liste de doléances de mon très honorable collègue. Sans doute conviendra-t-il que le meilleur critère pour évaluer les résultats des programmes économiques est le niveau du chômage et de l'em-